



© Elsa Kbaier

 MATHIEU DELANDMETER (Michigan State University),
OLIVIER DE SCHUTTER et PHILIPPE BARET (UCLouvain),
BENJAMIN DUMONT, JÉRÔME BINDELLE
et TOM DESMAREZ (ULiège)

Agroécologie : changer les règles du jeu

Le récit productiviste, longtemps présenté comme seule réponse aux défis alimentaires et climatiques, ne tient plus. Non seulement il échoue à résoudre ces crises, mais il en est devenu l'un des moteurs. Face à cette impasse, une autre trajectoire existe : l'agroécologie, qui propose de repenser en profondeur nos manières de produire, de distribuer

et de consommer. Mais cette transition se heurte à des verrous systémiques puissants, imbriqués à toutes les échelles du système alimentaire. Comprendre ces mécanismes est impératif pour lever les obstacles qui entravent le changement. Derrière l'agriculture, c'est notre rapport à la santé, au territoire, au travail et au vivant qui est en jeu.

Début 2024, d'importantes manifestations agricoles ont eu lieu dans plusieurs pays européens, notamment en Belgique, Pologne, France et Allemagne. Les agriculteur-rices s'opposaient à certaines réformes de la Politique agricole commune (PAC) et du Pacte vert européen (*Green Deal*), qui visaient pourtant à rendre les systèmes alimentaires plus durables en réduisant l'usage d'intrants chimiques et en développant l'agriculture biologique. Face à la contestation, la Commission européenne et les gouvernements ont engagé un mouvement de simplification réglementaire qui s'est traduit par l'assouplissement de certaines exigences environnementales, le ralentissement de réformes prévues, voire des reculs explicites. La loi Duplomb, adoptée en France en 2025, illustre cette inflexion : présentée comme une réponse aux contraintes pesant sur les agriculteur-rices, elle a été largement critiquée pour l'affaiblissement de plusieurs garde-fous environnementaux et sanitaires.

Ces tensions révèlent les contradictions du système alimentaire européen. Alors que les agriculteur-rices sont de plus en plus touché-es par le changement climatique et la dégradation des sols, certains acteurs du secteur demandent un allègement des normes environnementales au nom de la compétitivité. Les revendications portent notamment sur la réduction des contraintes administratives, l'application de normes équivalentes pour les produits importés et le report de certains accords de libre-échange. Paradoxalement, leurs propres modèles de production reposent pourtant principalement sur l'export. Cette logique d'opposition se retrouve

également dans certains récits politiques et médiatiques, où producteur-rices et consommateur-rices sont souvent présentés comme porteur-ses d'intérêts

« La faim résulte bien plus souvent d'un manque de pouvoir d'achat, de conflits, de défaillances institutionnelles ou de problèmes de distribution que d'une insuffisance de la production alimentaire mondiale. »

divergents : la préservation des revenus pour les un-es, l'accès à une alimentation accessible et abordable pour les autres. L'endettement et les investissements élevés limitent toutefois la capacité des agriculteur-rices à adopter des pratiques plus durables, tandis que les inégalités sociales empêchent une partie des consommateur-rices d'acheter des produits plus coûteux, mais plus respectueux de l'environnement. Cette opposition et ces contraintes rendraient-elles dès lors impossible toute transition des systèmes alimentaires vers plus de durabilité ?

Dépasser le mythe du productivisme

Au cours du 20^e siècle, l'agriculture s'est profondément transformée sous l'effet de la mécanisation, de l'intensification des productions et de l'ouverture des marchés. Les exploitations, autrefois largement autonomes et fondées sur les cycles naturels, sont devenues fortement dépendantes des énergies fossiles, des intrants externes et de la logique de compétitivité internationale. Si ces évolutions ont permis d'importants gains de productivité, elles ont également entraîné de nombreux impacts négatifs sur l'environnement, notamment la dégradation des sols, la pollution, l'érosion de la biodiversité et les émissions de gaz à effet de serre¹. Elles soulèvent également des enjeux sociaux et sanitaires importants, liés notamment aux conditions de travail agricole et à l'utilisation des pesticides.

Malgré les gains de productivité engendrés par cette révolution agricole, près de 720 millions de personnes dans le monde demeureraient confrontées à la faim en 2024. Cette situation affecte particulièrement les populations rurales ainsi que

les femmes adultes, qui restent les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Cela remet en question un récit dominant, largement véhiculé dans les médias, les discours politiques et même certains travaux académiques, selon lequel l'augmentation continue de la production alimentaire constituerait une réponse incontournable à la faim dans le monde, à la croissance de la population, et à l'insécurité alimentaire due aux chocs géopolitiques et aux effets du changement climatique sur les rendements agricoles. Il nous semble nécessaire

de questionner cet argumentaire. Tout d'abord, les systèmes alimentaires contribuent fortement au changement climatique, étant à l'origine d'environ un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre¹. Il est donc assez ironique de vouloir répondre aux impacts négatifs de ce changement climatique sur la production agricole en intensifiant encore plus l'une de ses causes. Ensuite, il convient de rappeler une réalité solidement établie par la littérature scientifique : la faim résulte bien plus souvent d'un manque de pouvoir d'achat, de conflits, de défaillances institutionnelles ou de problèmes de distribution que d'une insuffisance de la production alimentaire mondiale^{2,3}. Il suffit pour s'en convaincre de dénombrer les personnes souffrant de suralimentation qui sont deux fois plus nombreuses que celles souffrant de sous-nutrition. L'instrumentalisation ainsi effectuée par certains acteurs du monde agricole pour chercher à augmenter encore plus les productions pour les uns et les profits pour les autres au prétexte de vouloir « nourrir le monde » ne tient pas face aux faits.

Bifurquer vers l'agroécologie

Plutôt que de poursuivre une dynamique d'intensification agricole, il existe une autre trajectoire : celle de l'agroécologie. L'agroécologie est une approche intégrant les principes écologiques dans l'agriculture pour la rendre plus durable, résiliente et équitable⁴. Elle vise à optimiser les interactions entre plantes, animaux, humains et environnement, tout en réduisant la dépendance aux intrants chimiques et en renforçant la biodiversité et les services écosystémiques. Alliant science, pratiques et mouvement social, elle valorise les savoirs locaux et

¹ Crippa, M., Solazzo, E., Guizzardi, D., Monforti-Ferrario, F., Tubiello, F. N., & Leip, A. J. N. F. (2021). Food systems are responsible for a third of global anthropogenic GHG emissions. *Nature food*, 2(3), 198-209.

² Sen, A. (1982). *Poverty and famines: an essay on entitlement and deprivation*. Oxford university press.

³ Schulte, L. A., Dale, B. E., Bozzetto, S., Liebman, M., Souza, G. M., Haddad, N., ... & Arbuckle, J. G. (2022). Meeting global challenges with regenerative agriculture producing food and energy. *Nature Sustainability*, 5(5), 384-388.

soutient les petits agriculteur-rices en promouvant la souveraineté alimentaire. L'agroécologie s'adapte donc aux contextes locaux et cherche à transformer les systèmes alimentaires pour conjuguer productivité, préservation des ressources naturelles et justice sociale. Dès lors, contrairement au modèle d'agriculture conventionnelle qui cherche à simplifier les systèmes agricoles en se reposant sur des intrants externes de synthèse, l'agroécologie cherche à repenser complètement les systèmes de production grâce à la diversification des cultures, l'agroforesterie ou l'intégration culture-élevage. Ces approches génèrent de nombreux bénéfices : l'amélioration de la santé des sols et de l'utilisation de l'eau, la préservation de la biodiversité, la stabilisation des revenus agricoles, ainsi qu'une alimentation plus diversifiée et une moindre exposition aux pesticides. À l'heure où les effets du changement climatique s'intensifient et exercent une pression croissante sur les systèmes agricoles, la diversification promue par l'agroécologie apparaît dès lors comme essentielle. Elle contribue en effet à renforcer la résilience des systèmes de production face aux perturbations climatiques, tout en permettant d'en réduire l'impact sur le climat et l'environnement⁵.

Lever les verrous de la transition

Malheureusement, la transformation agroécologique se heurte aujourd'hui à un ensemble de verrous systémiques qui ne relèvent ni d'un seul acteur, ni d'une seule échelle. Ces freins s'imbriquent depuis le niveau des fermes, où les agriculteur-rices font face à des contraintes économiques, techniques et réglementaires, jusqu'à l'organisation des filières, de la distribution, des marchés et de la gouvernance publique. C'est précisément cette imbrication qui verrouille le système : chaque contrainte renforce les autres, de sorte qu'aucun changement durable ne peut reposer uniquement sur les décisions individuelles des producteur-rices ou des consommateur-rices. Comprendre ces mécanismes est essentiel pour déconstruire les discours simplistes qui opposent producteur-rices et consommateur-rices.

À l'échelle des exploitations agricoles, de nombreux freins empêchent les agriculteur-rices de s'engager vers une

transition agroécologique. Une telle transition nécessite de lourds investissements, tels que l'achat de nouvelles machines pour le semis direct ou le désherbage mécanique, la construction d'étables et de clôtures pour l'intégration culture-élevage, ou la plantation de haies. Le système économique, lui, favorise l'agriculture conventionnelle par deux canaux principaux : (1) en ne rémunérant pas les services écosystémiques remplis par l'agriculture, tels que régulation du cycle de l'eau, stockage du carbone dans les sols et maintien de la biodiversité, et (2) en externalisant tous ses impacts négatifs, estimés en France à plus de 19 milliards d'euros en 2021, dont 11,7 milliards d'euros de dépenses de santé liées à l'alimentation, dont l'obésité et le diabète, 3,4 milliards d'euros de coûts environnementaux, dont la gestion des déchets ou la dépollution de l'air, et 3,4 milliards d'euros de coûts sociaux, dont la compensation des emplois précaires des acteurs de la filière alimentaire⁶.

Outre ces freins économiques, l'autonomie décisionnelle des agriculteur-rices est souvent limitée par la forte concentration du pouvoir au sein du système agroalimentaire. Comme explicité plus bas, quelques grandes entreprises influencent les choix de semences, de cultures, d'élevage et les pratiques de production, créant une dépendance technique et économique.

Enfin, le cadre réglementaire constitue également un frein à la transition agroécologique. Par exemple, les règles de propriété intellectuelle et la diffusion de variétés hybrides limitent souvent la capacité des agriculteur-rices à conserver et réutiliser leurs propres semences, renforçant ainsi leur dépendance envers les fournisseurs de semences et les modèles agricoles dominants. L'addition de ces différents freins finit par verrouiller tout changement dans le système agricole du point de vue des agriculteur-rices.

À l'échelle des relations entre producteur-rices et consommateur-rices, un levier pour une transition serait le renforcement des liens directs entre producteur-rices et consommateur-rices, notamment à travers les circuits courts. En permettant aux agriculteur-rices de capter une plus grande part de la valeur

ajoutée et de réduire leur exposition à la volatilité des prix, ces échanges peuvent favoriser la transition vers des pratiques agroécologiques. Cependant, à nouveau, attribuer la réussite de cette transition uniquement aux choix de consommation reste réducteur, car cela ignore de nombreux freins supplémentaires. La concentration croissante de la distribution alimentaire a renforcé le pouvoir de grandes enseignes au détriment des commerces spécialisés. En privilégiant un nombre restreint de fournisseurs, ces acteurs accentuent la concentration des filières, limitant à la fois la diversité des produits disponibles et la part de valeur revenant aux agriculteur-rices. Cette évolution a également creusé la distance entre producteur-rices et consommateur-rices, non seulement sur le plan géographique, mais aussi en multipliant les intermédiaires au sein des chaînes alimentaires. Les modes de vie ont également évolué, en favorisant les aliments transformés et en réduisant le temps consacré à la préparation des repas. La publicité joue un rôle important en valorisant massivement des produits peu favorables à la santé et à l'environnement, et en influençant durablement les préférences et les habitudes de consommation. Enfin, il est absolument essentiel d'inclure les ménages à faibles revenus dans cette transition. Ils disposent souvent d'une marge de manœuvre limitée dans leurs choix alimentaires. Confrontés à des contraintes budgétaires importantes, ils sont davantage exposés à l'insécurité alimentaire et à une alimentation de moindre qualité. Les dépenses liées au logement, à l'énergie ou aux transports étant difficiles à réduire, l'alimentation devient fréquemment la principale variable d'ajustement. Face à cet enjeu, les politiques publiques ont souvent

⁴ High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition. (2019). *Agroecological and other innovative approaches for sustainable agriculture and food systems that enhance food security and nutrition* (HLPE Report N° 14). Committee on World Food Security.

⁵ Delandmeter, M., Basso, B., Fettweis, X., Lacroix, C., Aubry, P., Bindelle, J., & Dumont, B. (2026).

Livestock Integration Into Cropping Systems Enhances Their Climate Change Resistance and Mitigation While Reducing Their Environmental Impacts. *Global Change Biology*, 32(2), e70765.

⁶ Drique, M., Aulanier, A., Théodore, M., Coulet, C., Merckaert, J. (2024). *L'injuste prix de notre alimentation*. Secours Catholique-Caritas France.

privilegié l'accès à une alimentation peu coûteuse grâce à une production agricole intensive, plutôt que de renforcer les mécanismes de redistribution permettant à tous·tes d'accéder à une alimentation saine et durable. Ainsi, les choix alimentaires ne relèvent pas uniquement de décisions individuelles, mais sont aussi façonnés par l'environnement économique et culturel dans lequel les consommateur·rices évoluent.

Ainsi, au regard des mécanismes de verrouillage décrits précédemment, qui entravent la transformation des pratiques agricoles et des modes de consommation alimentaire, la transformation de ces dernières ne peut être envisagée indépendamment d'une transformation plus profonde des systèmes alimentaires dans leur ensemble. Toutefois, elle se heurte elle aussi à des obstacles importants. L'un des principaux obstacles réside dans la concentration croissante du pouvoir entre les mains de grandes entreprises et dans leur influence sur les systèmes alimentaires. Au cours des dernières décennies, les fusions et acquisitions se sont multipliées tout au long des chaînes de valeur agroalimentaire, conduisant à l'émergence d'immenses groupes dans les secteurs des intrants agricoles, des semences, du machinisme, du négoce,

de la transformation et de la distribution. En 2018, par exemple, quatre entreprises détenaient environ 70 % du marché mondial des pesticides et 60 % de celui des semences⁷. L'élevage est également concerné. Par exemple, le marché des lignées génétiques de volailles est aujourd'hui ultraconcentré : trois groupes seulement (EW Group/Aviagen, CobbVantress/Tyson Foods et Hendrix Genetics) détiennent la majorité des souches utilisées dans les filières industrielles de poulets de chair, de pondeuses et de dindes.

Au-delà des impacts à l'échelle des fermes décrits plus haut, ces acteurs ont la capacité d'orienter les marchés, les priorités d'innovation et les cadres de gouvernance, comme l'illustre la polémique récente autour de l'autorisation du Calantha, un insecticide biotechnologique pour lutter contre un ravageur des pommes de terre. Ils disposent ainsi d'une large influence politique, notamment à travers des activités de lobbying, ainsi que par des phénomènes dits « revolving door » (de « portes tournantes ») entre l'industrie et les pouvoirs publics, qui voient des porteurs d'intérêts de grandes entreprises agroalimentaires accéder à des fonctions au sein des pouvoirs publics avant de réintégrer le secteur privé. Les

transformations agroécologiques, qui reposent notamment sur une réduction des intrants et une réorientation des marchés vers des produits moins transformés, entrent souvent en contradiction avec ces intérêts économiques. Enfin, à l'échelle des filières, des marchés et de la gouvernance, la transformation des systèmes alimentaires se heurte également à un cadre économique et politique largement structuré autour de la recherche de compétitivité sur les marchés internationaux. Les dispositifs de soutien à l'agriculture tendent ainsi à privilégier les modèles productivistes et spécialisés, tandis que les politiques publiques demeurent fortement orientées vers l'objectif de fournir une alimentation abondante et peu coûteuse. Cette orientation contribue à maintenir des systèmes fondés sur la maximisation des volumes produits, au détriment d'approches davantage centrées sur la durabilité environnementale et sociale. Par ailleurs, les temporalités des politiques agricoles s'accordent difficilement avec les exigences de la transition agroécologique. Alors que cette dernière nécessite des investissements de long terme et une transformation progressive des pratiques,

⁷ Clapp, J. (2021). The problem with growing corporate concentration and power in the global food system. *Nature food*, 2(6), 404-408.

Nourrir la Wallonie : le chemin vers la transition agroécologique

La question de la souveraineté et de l'autonomie alimentaire revient en force dans le débat politique. Elle ne signifie ni autarcie ni fermeture aux échanges internationaux, mais désigne plutôt la capacité d'un territoire à assurer à sa population une alimentation saine en s'appuyant sur ses propres ressources. La Wallonie constitue à cet égard un cas particulièrement intéressant. Cette région dispose d'une diversité de terres fertiles, de prairies, d'un réseau de transport bien connecté et d'un savoir-faire agro-industriel historique. Pourtant, son système alimentaire demeure profondément dépendant de l'extérieur en raison d'une organisation économique et politique orientée vers l'exportation, les marchés internationaux et la spécialisation productive. La Wallonie produit par exemple sept fois plus de pommes de terre qu'elle n'en consomme. De même, 40 % du blé cultivé sert à la production d'agrocarburant alors que nous importons massivement de la farine panifiable, des protéines végétales ou encore des produits transformés. En valeur, à peine 16 % de la production agroalimentaire wallonne est finalement destinée à remplir les assiettes des Wallon·nes¹, illustrant la déconnexion entre les besoins alimentaires et l'usage des terres. Cette dépendance fragilise notre souveraineté alimentaire. Les guerres récentes rappellent à quel point les marchés mondiaux

des intrants et des produits agricoles sont instables. Cette organisation accentue aussi les impacts environnementaux liés aux transports et à l'intensification des cultures. Enfin, elle contribue à la dépendance économique des agriculteur·rices à des filières fortement orientées vers les marchés extérieurs.

Nos travaux de modélisation de l'usage du territoire agricole wallon² montrent qu'un autre scénario est possible. En repensant la répartition des terres agricoles pour faire correspondre la production aux besoins alimentaires de la population, la Wallonie pourrait atteindre un haut niveau d'autonomie alimentaire. Cela suppose d'activer simultanément plusieurs leviers. Le premier concerne l'évolution des régimes alimentaires. Il est nécessaire d'abandonner le régime qui correspond aux habitudes alimentaires dominantes en Europe occidentale (caractérisées par une consommation élevée de produits animaux, de sucres et d'aliments transformés, avec des apports en fibres, légumes et légumineuses insuffisants). À la place, adopter les régimes du type *EAT-Lancet* – régime compatible avec les limites planétaires, fortement réduit en viande et riche en graines de légumineuses, comme les lentilles, les haricots et les pois chiches – ou *TYFA* (*Ten Years for Agroecology*)³

les interventions publiques répondent souvent à des impératifs de court terme liés à la stabilité des marchés et des prix. Les accords commerciaux internationaux tels que celui entre l'UE et le MERCOSUR renforcent parfois cette dynamique en privilégiant la libéralisation des échanges sans harmonisation suffisante des exigences environnementales et sociales via des clauses miroirs, ce qui peut accentuer les déséquilibres concurrentiels entre producteur-rices.

Repenser le système collectivement

Au regard de l'ensemble des tensions et des contraintes qui traversent les systèmes alimentaires, la transformation agroécologique est-elle pour autant vouée à l'échec? Nous avons l'intime conviction que non: une telle transition est rendue possible parce que l'inaction devient intenable. L'insatisfaction qui émerge de ces systèmes alimentaires est croissante, et partagée par une large partie de ses acteurs. En témoignent les manifestations d'agriculteur-rices, les problèmes de santé, la précarité alimentaire et l'obésité concomitants, et tous les enjeux environnementaux. Pour autant, il est indispensable que cette transition soit pensée collectivement. En effet, la transition agroécologique ne

pouvant reposer seulement sur choix des consommateur-rices et la bonne volonté des agriculteur-rices, elle doit être rendue économiquement et socialement viable en investissant dans la transformation locale et de nouvelles filières territorialisées, des contrats plus stables, des prix rémunérateurs, des politiques publiques cohérentes et un soutien aux agriculteur-rices en transition. Sans cela, les injonctions à «manger local» ou à «produire durablement» resteront symboliques. Les récits qui dualisent le débat⁸ doivent aussi changer. Il faut recréer des alliances entre producteur-rices, consommateur-rices, scientifiques, pouvoirs publics et mouvements sociaux.

Une première mesure indispensable serait de rémunérer les services écosystémiques fournis par les agroécosystèmes. En effet, comment inciter à une conversion des agriculteur-rices qui savent qu'ils-elles devront s'acquitter annuellement des coûts de la certification en bio par exemple? Il faut au contraire apporter un soutien économique aux agriculteur-rices engagés dans des pratiques durables. Une telle approche contribuerait à atténuer les contraintes économiques qui freinent aujourd'hui la transition agroécologique. Parallèlement, l'internalisation des externalités négatives, c'est-à-dire

intégrer dans les prix les coûts cachés liés aux impacts environnementaux et sanitaires générés par l'agriculture et qui sont à présent supportés par la société, permettrait de réduire l'écart de compétitivité entre les produits issus de l'agriculture conventionnelle et ceux produits plus durablement. Cette démarche contribuerait ainsi, elle aussi, à lever certains obstacles économiques à la transition.

Par ailleurs, il apparaît nécessaire de supprimer les incitants économiques qui contribuent aujourd'hui au maintien d'un modèle agricole intensif et industrialisé. Cela suppose notamment de mettre fin à certaines distorsions de marché, telles que les prix artificiellement bas des énergies fossiles, ainsi que de réformer les dispositifs de soutien public qui favorisent les exploitations de grande taille et les systèmes de production fortement spécialisés. Le levier politique a une capacité considérable. Il serait par exemple possible de jouer au niveau des aides de la

Politique Agricole Commune : au lieu de conditionner ces aides à l'hectare, on pourrait les conditionner au nombre

⁸ Duluins, O., & Baret, P. V. (2024). A systematic review of the definitions, narratives and paths forwards for a protein transition in high-income countries. *Nature Food*, 5(1), 28-36.

– régime qui articule alimentation saine, autonomie protéique et valorisation des prairies permanentes. La question agricole dépend aussi de ce que nous choisissons de manger.

Environ 25 % des aliments sont gaspillés, principalement par le-la consommateur-ric.e. Réduire le gaspillage à 10 % constitue un deuxième levier augmentant les capacités d'autonomie alimentaire. Là encore, la transformation nécessaire implique des changements culturels, logistiques et économiques à tous les niveaux de la chaîne alimentaire. Le troisième levier touche aux pratiques. La transition agroécologique implique de réduire fortement la dépendance aux pesticides, aux engrais de synthèse et aux importations de protéines végétales. Elle suppose également de diversifier les rotations, réintroduire les légumineuses, renforcer les complémentarités entre cultures et élevage et mieux valoriser les prairies permanentes. L'élevage ne disparaît pas, mais il change de fonction. Les régimes agroécologiques comme TYFA maintiennent une place pour les ruminants, tels que les vaches, précisément parce qu'ils valorisent des ressources non directement consommables par l'être humain, comme l'herbe des prairies qui couvrent près de la moitié du territoire wallon. Ces herbivores peuvent ainsi contribuer à recycler la fertilité, entretenir les paysages et soutenir la biodiversité, à condition que leur alimentation repose principalement sur les ressources

locales plutôt que sur des importations massives de soja. Dans cette perspective, nous avons également montré qu'en dépit de rendements réputés plus faibles qu'en conventionnel, l'agriculture biologique permettrait aussi d'atteindre l'autonomie alimentaire si les deux premiers leviers sont activés.

Ces résultats montrent que la Wallonie dispose d'atouts réels pour avancer vers une plus grande autonomie alimentaire. Ce potentiel reste cependant freiné par les mêmes verrouillages que ceux décrits dans l'article principal : spécialisation des filières, dépendance aux marchés, manque de débouchés territorialisés et incohérence des politiques publiques. Autrement dit, la question n'est plus seulement : la Wallonie peut-elle engager cette transition ? Elle devient surtout : voulons-nous vraiment engager cette transition ?

1 Caruso, F., & Scourneau, V. (2024). Que révèlent les indicateurs économiques régionaux du degré d'autonomie alimentaire de la Wallonie ? Dans *La sécurité et la souveraineté alimentaires de la Wallonie : un questionnaire prospectif* (Cahier de

prospective de l'IWEPS, n° 8, pp. 131-148)

2 Desmarez, T., Bindelle, J., & Dumont, B. (2025). Towards sustainable diets and farming systems through land use optimisation. *npj Sustainable Agriculture*, 3(1), 49.

3 Poux, X., & Aubert, P. M. (2018). An agroecological Europe in 2050: multifunctional agriculture for healthy eating. *Findings from the Ten Years For Agroecology (TYFA) modelling exercise*, Iddri-ASCa, Study, 9, 18.

d'équivalents temps plein employés dans une ferme, étant donné que les pratiques agroécologiques sont plus intensives en main-d'œuvre, et que les petites fermes emploient proportionnellement plus de gens. Cela implique aussi de réduire l'influence disproportionnée exercée par les grandes entreprises agroalimentaires sur les processus décisionnels, pour réguler leur capacité à orienter les politiques publiques et les cadres réglementaires.

Troisièmement, l'alimentation ne devrait pas être considérée uniquement comme une marchandise soumise aux seules logiques du marché. Dans cette direction, les traités de libre-échange doivent absolument s'accompagner de cadres réglementaires solides et contraignants. L'instauration à minimum de clauses miroirs sur les normes sociales et environnementales permettrait notamment de limiter les pratiques de dumping. De telles mesures contribueraient également à limiter l'intensité des flux d'importation et d'exportation agricoles, favorisant ainsi le développement de systèmes agricoles davantage ancrés dans les territoires, plus circulaires et plus diversifiés.

À l'opposé d'une vision de l'alimentation comme simple bien marchand, où les choix de consommation sont principalement guidés par les prix, une approche visant à « socialiser » l'alimentation permettrait de garantir à chaque citoyen·ne un droit effectif à une alimentation suffisante, saine, culturellement adaptée et produite de manière durable. Une telle orientation contribuerait à réduire les contraintes économiques qui limitent de nombreux consommateur·rices dans leurs choix d'alimentation. Parmi les propositions avancées figure la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation, reposant sur l'attribution à chaque citoyen·ne d'une allocation mensuelle destinée à l'achat de produits répondant à des critères environnementaux et éthiques définis collectivement⁹. En supprimant les contraintes liées à un pouvoir d'achat insuffisant pour accéder à une alimentation durable et de qualité, ce dispositif favoriserait un rapprochement entre consommateur·rices et producteur·rices. Il permettrait également d'orienter une part plus importante des dépenses alimentaires des ménages

vers des produits sains et durables, améliorant ainsi la rémunération des agriculteur·rices et renforçant leur capacité à s'engager dans des processus de transformation et de reconception de leurs systèmes de production.

Une mesure plus ciblée, et relativement simple dans son principe, consisterait à interdire la publicité pour les aliments reconnus néfastes pour la santé. Bien qu'imparfait, l'imposition d'un Nutriscore pourrait être une première étape. La mise en œuvre d'une telle réglementation se heurterait vraisemblablement à d'importantes résistances de la part d'acteurs économiques de l'industrie agroalimentaire qui investissent des montants considérables dans la promotion commerciale de leurs produits, montants estimés à 5,5 milliards d'euros par an en France en 2023¹⁰. Pourtant, certaines avancées témoignent de la faisabilité de telles politiques publiques. À titre d'exemple, le Royaume-Uni a instauré, depuis janvier 2026, une interdiction de diffusion en journée des publicités pour les aliments et boissons riches en matières grasses, en sel et en sucre. Dans un contexte où une interdiction généralisée de la publicité pour les produits alimentaires les moins favorables à la santé pourrait s'avérer politiquement difficile à mettre en œuvre, d'autres leviers peuvent être mobilisés à plus court terme. La promotion de régimes alimentaires à la fois sains et respectueux de l'environnement, à travers des programmes d'éducation et de sensibilisation, constitue une première piste d'action. De même, l'encadrement de l'offre alimentaire au sein de la restauration collective, notamment dans les écoles, universités, établissements hospitaliers ou structures d'hébergement pour personnes âgées, représente un moyen concret d'influencer durablement les habitudes de consommation et de favoriser l'adoption de pratiques alimentaires plus durables.

Conclusion

La plupart des freins qui verrouillent la transition agroécologique ne sont pas techniques ou bio-physiques, mais plutôt économiques et sociopolitiques. Ceux-ci ne sont pas régis par les lois de la physique ou de la nature, mais par nos propres choix collectifs, de conventions, de rapports de force

et de cadres institutionnels que nous pouvons transformer. Une trajectoire de transformation existe déjà : celle de l'agroécologie, dans sa définition la plus exigeante, et non celle parfois instrumentalisée par certaines entreprises agro-industrielles afin de verdir leurs pratiques et de perpétuer le modèle dominant de l'agriculture conventionnelle. Cependant, nous avons montré ici que cette transition est actuellement entravée par des verrous complexes et interconnectés. Elle ne pourra réussir qu'à condition de replacer la justice sociale au cœur du débat. L'accès à une alimentation saine et durable ne peut devenir un privilège réservé aux ménages les plus aisés, alors même que de nombreux ménages peinent déjà à accéder à une alimentation de qualité¹¹ et que les maladies liées à la malnutrition touchent davantage les populations précarisées. L'enjeu dépasse donc la seule agriculture : il concerne notre rapport à la santé, au territoire, au travail et au vivant. Les systèmes alimentaires façonnent les paysages, les cultures, les économies locales et les équilibres écologiques. Les transformer revient donc à interroger un modèle de société. L'engagement dans cette trajectoire suppose donc la mise en œuvre de politiques publiques ambitieuses, capables d'appréhender la complexité des enjeux et de s'appuyer sur les connaissances scientifiques, tout en intégrant les contributions des acteurs de la société civile. La transition agroécologique ne consiste donc pas seulement à produire autrement, ni même à consommer autrement. Elle nous oblige à repenser collectivement les règles économiques, sociales et politiques qui organisent notre alimentation. Autrement dit, la question décisive n'est pas seulement : que mangerons-nous demain ? Elle est aussi : comment referons-nous société autour de l'alimentation ?

⁹ CréaSSA. (2024). *Pour une mise en place de la sécurité sociale de l'alimentation*. SMART.

¹⁰ Drique, M., Aulanier, A., Théodore, M., Coulet, C., Merckaert, J. (2024). *L'injuste prix de notre alimentation*. Secours Catholique-Caritas France.

¹¹ Berger, N., Lebacqz, T., Vandevijvere, S., De Ridder, K., Le Dieu, E., Van Campenhout, E., ... & Moyersoen, I. (2024). Food insecurity and fruit and vegetable consumption in Belgium. *European Journal of Public Health*, 34(Supplement_3), ckae144-1554.